

SÉRIE SWEDD: GUIDE DE BONNES PRATIQUES

LES ESPACES SÛRS

Les recherches menant à ce Guide ont été dirigées par le Population Council et portent sur le projet SWEDD. Les informations guideront la mise en œuvre du SWEDD+



© UNFPA/Ollivier Girard



Le projet couvre des pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre

■ SWEDD (2015–2024) ■ SWEDD+ (2024–2028) ■ SWEDD & SWEDD+

Les Espaces Sûrs (ES) sont un modèle d'intervention ciblant les adolescentes et jeunes filles (AJF), visant à améliorer leurs connaissances, leurs compétences et leurs attitudes de la vie, particulièrement en santé de la reproduction, genre et droits humains, capacités financières et autonomisation économique. Dans l'initiative SWEDD, les ES peuvent être mis en œuvre dans le milieu scolaire ou dans le milieu communautaire. Dans la communauté, les ES offrent en plus l'alphabétisation au profit des adolescentes jamais scolarisées et déscolarisées issues des milieux défavorisés. Un curriculum présentant les thèmes abordés lors des sessions de rencontres est développé en tenant compte des réalités socioculturelles des pays, et est dispensé aux bénéficiaires par des mentores issues de la communauté et bien formées sur les différentes





thématiques. Ce curriculum est l'un des éléments fondamentaux pour le succès des ES¹ qui se complète par l'identification et la formation des mentores² dont le rôle reste l'un des plus cruciaux dans le déroulement de cette activité. Les mentores facilitent les sessions d'apprentissage durant les rencontres, aident à installer la confiance entre les participantes et avec elles, et aident à cultiver l'esprit d'un espace qui est sûr, où les AJF peuvent s'exprimer librement.

Ce Guide vise à offrir des leçons apprises, des bonnes pratiques et présenter les défis rencontrés dans le déroulement des ES communautaires³ lors de la première phase du projet SWEDD. Les expériences de mise en œuvre décrites dans ce Guide servent à informer le développement des stratégies des ES pour le SWEDD+ et la programmation des techniques d'autonomisation des AJF.

Échantillon : Experts de 3 pays du SWEDD : La Côte d'Ivoire, la Mauritanie, et le Niger

Source principale de données :

Les conversations avec des personnes clés sur le développement, la mise en œuvre, et le suivi-évaluation des activités des ES. On a consulté aussi un rapport complémentaire de synthèse évaluation et un rapport sur un autre projet qui a informé les ES.

Méthodologie de collecte : qualitative, avec un guide de conversation élaboré à travers la contribution d'un groupe d'experts

Méthodologie d'analyse : des transcriptions, des enregistrements audio et des notes, analysés manuellement par le Population Council.

Date : janvier 2023 (collecte) et février 2023 (analyse des données/écriture du Guide)

Voir les annexes ci-jointes pour plus de détails sur la méthodologie et l'échantillonnage.

¹ Voir le Guide #3 sur le Développement Curriculaire des Espaces Sûrs pour des détails.

² Pour plus d'information, consulter le Guide # 6 sur le rôle des mentores dans les espaces sûrs et le rôle des facilitateurs dans les clubs des maris/clubs des futurs maris.

³ Ce Guide ne fournit pas de détails sur les enseignements tirés de la mise en œuvre des ES scolaires du SWEDD, mais une partie du contenu est pertinente étant donné les similitudes dans le modèle, le mandat et le contenu du programme avec les ES communautaires.

LA CONCEPTION DES ESPACES SÛRS⁴

Une période d'apprentissage : Dans la plupart des pays du SWEDD, le concept d'ES était perçu comme un modèle entièrement nouveau pour les équipes de planification nationale, sauf dans les cas du Niger et Burkina Faso. Même si l'approche avait été documentée comme une bonne pratique pour les AJF, les parties prenantes devaient concevoir une approche programmatique complètement différente de ce qui existait déjà. En 2016, des consultants intervenant sur le SWEDD ont présenté aux Gouvernements des pays des évidences sur les pratiques prometteuses des interventions se focalisant sur les adolescentes comme les ES. Chaque Gouvernement a ainsi contextualisé l'intervention des ES dans leur programmation du SWEDD, suivi par des visites des parties prenantes aux projets d'ES existants, comme ILLIMIN (Le Savoir pour la dignité) au Niger,⁵ pour mieux apprendre l'approche globale et les lignes directrices de base. Les leçons et les expériences tirées de ces visites de sites étaient partagées lors d'un atelier. Il y'a aussi eu des phases de consultations au niveau régional entre les membres nationaux des Unités de Gestion de Projet (UGP), les entités de mise en œuvre et les acteurs responsables du suivi-évaluation. L'appui des consultants, des experts régionaux et de l'UNFPA sur la phase de conception des ES a également été nécessaire pour combler le manque d'expérience de certains membres des UGP.

La planification des ES : Les équipes du SWEDD ont utilisé les données gouvernementales surtout locales comme base de planification des ES en fondant leurs orientations sur les études et analyses de documents préexistants sur les bonnes pratiques mondiales. Cette planification a suivi plusieurs étapes commençant par le développement des fiches de démarrage et des fiches de suivi. Ces outils de suivi étaient multiples. Ils comprenaient des fiches telles que la fiche de présence mensuelle des bénéficiaires aux sessions, les pré-tests et post-tests sur les modules du curriculum et celles de visite à domicile (voir la liste entière dans la section Suivi, Évaluation, et Apprentissage). La sélection des localités devant abriter les ES était basée sur des critères rigoureux basés sur des critères socio-économiques prédéfinis, des études complémentaires et des suggestions des communautés elles-mêmes. Les parties prenantes nationales ont également participé dans le processus de sélection des lieux retenus pour les ES. Enfin, les entités chargées de la mise en œuvre des interventions des ES ont été choisies par appel d'offres. La plupart étaient des ONG sauf dans le cas de la Mauritanie où la mise en œuvre a été faite par un cabinet de consultants, le BUMEC (Bureau mauritanien d'Études et de Conseils).



© UNFPA/Ollivier Girard

⁴ Au Niger et en Côte D'Ivoire, seulement un des informateurs interviewés pour ce Guide avait été impliqué lors de l'étape de la planification et de la conception initiale des espaces sûrs.

⁵ Selon un profil du Niger par l'UNICEF et l'UNFPA, la contextualisation et l'acceptation locale du programme ILLMIN et de ses objectifs ont servi d'inspiration pour la programmation d'interventions sur les adolescentes dans les autres pays qui font partie du programme SWEDD.

Leçons clés apprises dans la conception



LEÇON #1 : S’inspirer de l’expérience d’autres projets similaires au SWEDD et apprendre des visites rendues aux pays initiateurs, vu la nouveauté de ce modèle de programme pour certains acteurs majeurs.

Les informateurs ont décrit l’importance de s’inspirer de l’expérience d’autres projets existants et d’apprendre plus sur le fonctionnement des ES, à travers des visites à certains pays du SWEDD qui auraient plus d’expérience dans la planification et/ou la mise en œuvre. Les contraintes budgétaires et de temps peuvent limiter le nombre de personnes qui effectueraient les visites dans les pays, d’où l’importance de planifier un partage d’expérience entre ceux qui voyagent et le reste de l’équipe. Cela peut se faire à travers l’organisation d’ateliers de restitution. Sachant qu’au début du SWEDD, le modèle des ES était limité dans la région, l’équipe de la Mauritanie a dû voyager à Zaria, au Nigeria, pour s’instruire d’un exemple d’ES dénommé Center for Girls’ Education (CGE).⁶ Quant à l’équipe de la Côte D’Ivoire, elle est allée au Niger pour apprendre du programme ILLIMIN. Les informateurs ont décrit en plus l’expérience acquise à travers l’utilisation d’outils des autres projets pour maximiser l’efficacité. Avec les outils d’ILLIMIN qui existaient déjà, le Niger n’a pas eu besoin de concevoir des outils spécifiques pour les ES du SWEDD.



Des outils du programme ILLIMIN ont servi de cadre d’orientation dans la conception et la planification des ES car c’est le même modèle avec le SWEDD.

Membre de l’UGP, SWEDD Niger



LEÇON #2 : L’équipe de planification nationale doit aller régulièrement sur le terrain avant la mise en œuvre afin de connaître les réalités, rencontrer les communautés et développer un environnement favorable pour les ES.

Les informateurs en Côte d’Ivoire ont mis l’accent sur l’importance pour l’équipe de planification nationale de faire des visites régulières sur le terrain avant la mise en œuvre : « *Pour pouvoir faire une bonne planification, il faut aller régulièrement sur le terrain* » nous a dit l’experte de l’Unité de Coordination du SWEDD-Côte d’Ivoire. Engager avec les communautés est essentiel pour développer un environnement favorable aux ES, car elle représente une intervention assez sensible dans sa particularité d’être orientée uniquement vers les adolescentes et les jeunes filles. En Mauritanie, les informateurs ont constaté que le temps de la mission d’identification n’était pas suffisant pour identifier plus de sites nécessaires à l’implantation des ES, ce qui explique l’implémentation de tous les 188 ES dans 100 localités. Par ailleurs il s’avère que réunir plusieurs groupes de cibles au sein d’une même communauté est une bonne pratique mondiale (Population Council, 2021). **Constat : Atteindre une plus grande proportion d’AJF éligibles dans une communauté peut avoir des effets plus durables sur les familles et les communautés que d’atteindre un plus petit nombre d’AJF éligibles dans plusieurs communautés dispersées.**

⁶ Pour plus d’informations sur le modèle des espaces sûrs du CGE, visitez : <https://centreforgirlseducation.org/safe-space-videos>.



LEÇON #3 : Tout au long du projet et surtout pendant la conceptualisation, impliquer davantage d'acteurs communautaires, notamment les leaders traditionnels et religieux des zones d'intervention.

La collaboration avec les leaders locaux a bien fonctionné et leur implication était perçue comme un aspect indispensable du programme. « *Les autorités locales sont la porte d'entrée dans un village* » a dit un prestataire d'une ONG en Côte d'Ivoire. Tous les informateurs étaient d'accord que le rôle des leaders communautaires était important dans la conception des ES mais aussi tout au long de la mise en œuvre et du suivi-évaluation. Ils ont également mis l'accent sur le fait que le projet a aussi été un facteur de changement dans la perception des leaders communautaires sur les AJF et sur leur rôle dans la société.

Les informateurs ont décrit l'importance d'impliquer les leaders religieux et communautaires dans la communication⁷ et le recrutement. En Côte d'Ivoire, les acteurs religieux ont été d'une très grande aide dans le recrutement des communautés parce qu'ils sont très écoutés et très suivis. Ils sont même intervenus dans le développement de la stratégie des ES. En Mauritanie, les leaders communautaires et religieux ont activement participé aux caravanes de sensibilisation et de plaidoyer qui ont permis aux communautés de mieux comprendre, d'accepter et d'adhérer à l'idée des ES. Cela s'est fait à travers l'utilisation de versets et d'exemples du Coran pour illustrer aux communautés que le mariage d'enfants n'est pas une obligation religieuse et que l'espacement des naissances n'était pas interdit par la religion non plus. Pour marquer cette initiative par des actes concrets, les leaders religieux et communautaires ont accepté de signer un engagement attestant qu'ils ne participeraient pas à des mariages d'enfants ; les parents à leur tour ont signé des lettres marquant leur accord pour que leurs adolescentes participent dans les activités des ES.



© UNFPA/Ollivier Girard

“

Le projet SWEDD a laissé une trace dans les esprits et dans les cœurs, tant au niveau de l'administration qu'au niveau des leaders communautaires.

Membre de l'Unité de Coordination du Projet (UCP), SWEDD Côte d'Ivoire

”

⁷ La Composante 1.1 du projet SWEDD concerne la Communication pour le Changement Social et Comportemental et est piloté par l'Université de John Hopkins. Ce volet implique donc les actions menées avec les leaders religieux. Voir le Guide #1 sur l'engagement des leaders religieux et traditionnels pour plus d'information.



LEÇON #4 : Sélectionner les zones d'intervention et les bénéficiaires à travers une revue systématique des informations.

Les informateurs ont décrit l'importance d'utiliser les données, surtout les données locales statistiques et à jour, pour la sélection des zones d'intervention. En plus, selon les bonnes pratiques mondiales, l'utilisation des informations locales actuelles est un élément clé d'un programme de conception intentionnelle, centré sur les AJF afin « *d'augmenter la probabilité que les interventions soient mises en œuvre avec qualité et efficacité et qu'elles atteignent les objectifs visés* » (Population Council, 2021). En Mauritanie, une enquête indépendante a été faite pour aider dans la sélection des sites. « *Cette enquête a fait sortir une liste de sites avec des critères de pauvreté* » (Experte de l'unité de gestion du projet).



LEÇON #5 : Éviter les lourdeurs administratives qui ralentissent la validation des documents de planification ainsi que la mise en œuvre.

En Côte d'Ivoire, les informateurs étaient obligés d'attendre que leurs plans initiaux, leurs documents de conception et tous leurs plans de programme soient approuvés par les autorités du projet. Ce processus a pris beaucoup de temps et a grandement retardé le déroulement des activités. Ils ont constaté que « *(l)es lourdeurs administratives retardaient l'aide aux bénéficiaires* » (Membre UCP, SWEDD-Côte d'Ivoire). Ils suggèrent de s'assurer qu'il n'y ait pas trop de temps écoulé entre l'enrôlement des communautés, le recrutement des bénéficiaires et le démarrage des activités du programme—au risque de perdre plusieurs des AJF déjà recrutées. En Mauritanie, les informateurs ont décrit un problème de lourdeur administrative au niveau national et au niveau de la Banque mondiale. Cette dernière a mis du temps pour accorder l'ANO (avis de non-objection), entraînant aussi un retard dans la mise en œuvre de certaines activités planifiées.

PHASE

2

LA MISE EN ŒUVRE DES ES

La mise en œuvre des ES du SWEDD s'est caractérisée d'abord par l'adaptation du curriculum régional⁸ pour créer une version nationale propre à chaque pays et qui représenterait exactement les réalités des participantes. Ensuite, il s'agissait de sélectionner les communautés qui accueilleraient le programme ainsi que les probables AJF bénéficiaires, de recruter les mentores⁹ en charge des ES puis de les former aux règles de base nécessaires pour accomplir leurs tâches. Le rôle primaire des mentores est de faciliter



© UNFPA/Olivier Girard

les sessions dans un environnement sain et sûr pour les participantes. Mais au-delà de cela, il peut arriver qu'elles gèrent les dynamiques de groupe, conseillent les AJF, discutent avec les parties prenantes, dirigent les participantes vers les ressources communautaires adéquates, et qu'elles soutiennent les AJF et leurs familles à faire face aux conflits socio-économiques qui pourraient survenir, et plus. Cependant, les mentores ne peuvent pas tout faire ; elles ont d'autant plus besoin d'une formation appropriée, d'une bonne supervision, et d'une coordination organisée avec les autres personnels du programme pour s'assurer qu'elles ont tous les outils nécessaires pour bien jouer leur rôle.

⁸ Le Guide 3 est entièrement dédié au processus de développement curriculaire pour les espaces surs du SWEDD.

⁹ Pour plus d'informations sur le recrutement et la formation des mentores, prière de consulter le Guide 6 conjoint développé avec l'équipe d'Equimundo portant sur les mentores et les facilitateurs.

Ainsi, pour démarrer cette mise en œuvre il y'a eu plusieurs consultations entre les acteurs concernés et les autorités décentralisées dans les communautés retenues. Les leaders communautaires ont activement participé aux caravanes de sensibilisation et de plaidoyer qui ont permis aux communautés de mieux comprendre et de supporter les ES. En Côte d'Ivoire, « *(l)a mobilisation des communautés est passée par la forte implication des autorités publiques locales particulièrement les préfets et les sous-préfets, et celle des autorités coutumières et religieuses, notamment à travers la structure étatique régissant toutes les religions du pays, l'ARCIP* » (ONG prestataire).

L'approche multisectorielle et à plusieurs niveaux du SWEDD permet d'aborder de multiples aspects des programmes de transformation du genre. Malgré les possibilités de synergie entre les ES et les autres activités, les éléments du projet étaient parfois perçus comme pas très bien intégrés les uns aux autres. Par exemple, au Niger « *(u)ne véritable synergie n'a pas été créée entre les Espaces Sûrs, les Clubs de Futurs Maris et les Centres de Formation aux Métiers (CFM)*¹⁰ » (rapport de synthèse évaluation).

LEÇONS CLÉS APPRISES DANS LA MISE EN ŒUVRE

Leçons clés pour la participation et la rétention des participantes adolescentes



LEÇON #6 : Calibrer le nombre d'ES et de mentores sur la taille de la communauté et des bénéficiaires ciblés.

Il est essentiel de planifier le nombre des ES dans une communauté en correspondance avec la taille de la population des adolescentes de cette communauté. En Côte d'Ivoire, les informateurs ont mentionné que la densité des villages n'étaient pas prise en compte lorsqu'on décidait du nombre d'ES à installer. C'était une opportunité manquée car certains villages faiblement peuplés se sont retrouvés à abriter plusieurs ES pendant que d'autres avec une forte densité en ont reçu très peu. Le nombre de mentores à recruter¹¹ dépend aussi de la taille de la communauté qui accueille le programme. Il faut un nombre suffisant de mentores pour animer les sessions. Les mentores doivent être disponibles pour assister les filles, être à leur écoute, et jouer leur rôle de modèle. Un nombre insuffisant de mentores alourdirait leurs tâches lors des rencontres mais aussi en dehors des sessions en limitant leur disponibilité pour toutes les filles.



LEÇON #7 : Adapter le planning des activités avec les horaires de disponibilité des bénéficiaires surtout en période champêtres, conformément aux meilleures pratiques mondiales.

Le calendrier agricole exerce une grande influence sur la disponibilité des AJF bénéficiaires. D'où l'importance de prendre en considération leurs besoins saisonniers afin de promouvoir une participation régulière au sein des ES. Au Niger, les informateurs ont décrit une bonne fréquentation et une grande participation des adolescentes dans les ES en dehors de la période champêtre pendant laquelle le taux d'absentéisme était à son plus haut niveau. En Côte d'Ivoire, le calendrier agricole contrastait souvent avec la tenue des activités des ES, ce qui rendait les AJF non disponibles. Un des informateurs a raconté qu'en réponse à cette situation, les acteurs en charge des ES ont réaménagé le programme de sorte à tenir les séances la nuit et à permettre aux participantes d'être présentes.

¹⁰ À noter : ce commentaire vient du rapport de synthèse évaluation, un document complémentaire aux conversations entreprises pour ce Guide.

¹¹ Pour plus d'informations sur le processus de recrutement des mentores, veuillez consulter le Guide #6 sur les mentores et les facilitateurs, développé en partenariat avec Equimundo.



LEÇON #8 : Encourager une participation active des AJF à travers la mise en place d'un cadre engageant et les impliquer dans le choix du lieu de l'ES.

Les informateurs ont mis l'accent sur l'importance d'encourager la participation des AJF en créant un cadre engageant dans les ES. Cette recommandation est conforme aux bonnes pratiques qui encouragent les praticiens à ne pas hésiter à recourir à un vaste éventail de stratégies pour engager les participantes dans les séances. Les experts en Mauritanie se sont référés aux stratégies utilisées pour retenir les bénéficiaires. Ils nous renseignent que l'appui à l'insertion économique octroyé aux participantes des ES a été capitalisé durant le SWEDD, ce qui a permis à toutes les participantes âgées de 16 ans et plus, qui le désiraient, de bénéficier de formations qualifiantes dans différents domaines (production de savon, santé animale, teinture, couture, transformation laitière, boulangerie, etc.). Elles ont également reçu du matériel et de l'équipement, et des fonds de démarrage d'activités.

Suivant cette même lancée, les informateurs en Côte d'Ivoire ont suggéré de continuer à animer les séances avec plusieurs activités. Notamment, des chants, des jeux et du tricotage ; introduire des images qui ressemblent aux participantes dans les boîtes à images ; et la tenue d'activités communautaires comme des sketches devant les autres membres de la communauté pour montrer ce qu'elles apprennent. Ce rôle incombe notamment aux mentores qui doivent s'assurer que les séances soient interactives, dynamiques, et animées, mais aussi engageantes afin de faciliter l'apprentissage. Elles doivent également assurer un suivi auprès des bénéficiaires qui ratent les sessions afin de comprendre les raisons et de trouver une solution adéquate.

Conformément aux meilleures pratiques mondiales, il faut choisir les lieux de rencontre selon des critères spécifiques. Par exemple, sélectionner les lieux qui soient sécurisés et facilement accessibles à un nombre suffisant de participantes ciblées. Les informateurs pensent également que dans la sélection des sites, il faut impliquer les adolescentes afin de choisir un lieu qu'elles fréquenteront effectivement ; c'est à dire un lieu pas trop loin, accessible, très sûr et privé. Toutes ces conditions réunies devraient créer un environnement où les participantes et les mentores seraient libres de discuter de sujets sensibles. Cet espace doit être exclusivement réservé à leurs rencontres, où elles pourraient développer des amitiés étroites, la confiance en soi et une cohésion sociale dans leur milieu de vie.

Leçons clés pour l'utilisation des ressources et choix des activités des ES



LEÇON #9 : Offrir une variété d'opportunités aux bénéficiaires pour répondre à leurs besoins multiples.

Pour être utiles et pertinents, les ES doivent être vus comme un instrument qui apporte une valeur ajoutée à la vie des bénéficiaires et à leur communauté en adoptant une stratégie multisectorielle (Population Council, 2021). C'est évident qu'on ne peut pas tout faire à cause des ressources limitées (budget et temps) et des buts particuliers du programme. Cependant, le contenu du programme et les services offerts doivent accorder de l'importance aux besoins prioritaires des adolescentes et de leurs communautés. Prenant en compte les défis de l'insécurité alimentaire dans certaines régions, les informateurs en Côte d'Ivoire ont cité l'importance d'offrir des collations et des repas aux participantes. En Mauritanie, les activités des ES avaient été arrêtées à cause de la pandémie du COVID-19, une situation imprévue qui a poussé les décideurs à réorienter le budget vers l'achat de produits de première nécessité comme le riz, le sucre, le lait, le savon, l'eau de javel etc. Ces produits ont été distribués aux participantes et à leurs familles, créant de l'engouement chez certains parents qui ont finalement inscrit leurs filles. Pour répondre avec efficacité aux besoins multiples des adolescentes, les activités des ES pourraient être menées avec celles des clubs des maris/clubs des futurs maris (CdM/CdfM). Les ES et les CdM/CdfM doivent cohabiter dans les mêmes communautés pour faciliter les transformations dans les attitudes et comportements et pour un plus grand impact chez les bénéficiaires du projet SWEDD.



“

Les adolescentes et jeunes filles, à travers leur participation aux espaces sûrs, contribuent au renforcement de la cohésion sociale dans leur village.

Expert ONG prestataire, Cote d'Ivoire

”

© UNFPA/Ollivier Girard

Que nous disent les preuves mondiales sur les espaces sûrs ? Les éléments essentiels des programmes d'espaces sûrs

- Les informations locales actuelles sont des éléments clés pour éclairer la conception intentionnelle de programmes centrés sur les adolescentes et jeunes femmes (AJF) qui doivent être adaptés à la population cible et à la contexte spécifique.
- Le succès et la valeur ajoutée d'un programme pour les AJF nécessitent un curriculum adapté au segments spécifiques des participantes (par exemple, par l'âge), des sessions engageantes et dynamiques, et des liens aux autres ressources communautaires pertinentes.
- Les sessions doivent être attrayantes et les activités axées sur des sujets de grand intérêt, y compris l'accès à l'éducation financière et potentiellement aux activités génératrices de revenus. En outre, les familles des AJF et leurs communautés devraient percevoir un avantage à permettre à leurs filles de participer.
- Un plan de Suivi, Évaluation et Apprentissage (SEA) approprié et réalisable aidera à vérifier que le programme d'espaces sûrs réalise les activités prévues et les objectifs du programme, et pour renforcer la mise en œuvre. Il aidera également à mesurer le succès de votre programme en suivant le type de changements qui se produit dans la vie des groupes cibles (Population Council 2021).

Des points communs dans les programmes réussis utilisant les groupes communautaires de jeunes filles (Temin and Heck 2020)

- La plupart des programmes ciblent des filles célibataires âgées de 13 à 18 ans scolarisées et non-scolarisées.
- Les groupes se réunissent chaque semaine en segments de 15 à 25 filles.
- Presque tous les programmes utilisent des approches multisectorielles axées sur les compétences de vie et souvent sur du contenu économique et financier, comme les connaissances financières et la micro-épargne.
- Les activités complémentaires avec les membres de la communauté, les garçons et les services de santé sont courantes.

Il est important d'avoir un budget assez consistant dans les programmes communautaires pour éviter les défis de mise en œuvre.

En Tanzanie, lors de la mise en œuvre du programme ELA (Empowerment and Livelihoods for Adolescents) qui avait connu un succès dans les autres pays où il avait été implémenté, les équipes du BRAC (Bangladesh Rural Advancement Committee) ont rencontré plusieurs types de difficultés. Selon le rapport de mise en œuvre, il s'agissait notamment du manque d'espace physique pour accueillir toutes les AJF, un manque dans la quantité et la qualité des matériaux utilisés dans les clubs, des mentores insuffisamment formées, et une capacité limitée pour faire un bon suivi et une bonne supervision. Ceci était dû au budget réduit qui leur avait été alloué. Les chercheurs qui avaient fait l'évaluation de ce programme ont conclu qu'il aurait été un succès s'il avait été mis en œuvre comme prévu initialement, sans vouloir économiser en réduisant les coûts (Tofte, 2023).

Dans une revue systématique (Haberland, McCarthy, and Brady, 2018) pour identifier des leçons apprises et des lacunes dans la base des données, sept des huit études revues ont révélé que lorsque **les filles étaient exposées à un programme pendant une plus longue période les avantages qui en résultaient étaient plus évidents**. Cependant, ces résultats doivent être interprétés avec prudence car ces études n'ont pas utilisé les modèles d'évaluation les plus rigoureux qui soient. Il faut noter que pour plusieurs, le degré d'exposition peut refléter un biais de sélection, car les heures des sessions ont été déterminées par la participante elle-même.

Références à consulter pour plus d'informations : Haberland, McCarthy and Brady, 2018 ; Population Council, 2021 ; Temin and Heck, 2020 ; Tofte, 2023 ; et des références non-citées ci-dessus, Austrian et Ghati, 2010 ; FPHIP, 2022



LEÇON #10 : Éviter de concevoir un programme à trop faible budget.

Le modèle ES est souvent perçu comme moins cher par rapport à d'autres modèles programmatiques. Avoir un budget trop réduit peut constituer un risque en termes d'atteinte de l'impact désiré. L'élaboration d'un budget réaliste basé sur les informations disponibles en matière de coûts est essentielle pour s'assurer que les éléments de base sont couverts.¹² Au Niger, les informateurs ont décrit l'importance de bien évaluer le coût des activités essentielles et « *prévoir un budget conséquent permettant de mettre ces activités en œuvre de façon convenable* » (ONG prestataire, Niger). Ils ont aussi suggéré que si les ressources le permettaient, il fallait rallonger la durée du programme comme le suggère la littérature, en passant d'un cycle de 7 mois à un cycle de 10 mois pour permettre une meilleure assimilation du programme par les AJF. Les suggestions de rallonger le programme ne sont pas toujours réalistes, mais il faut être prudent et éviter d'avoir un programme trop court et trop simple. Un budget approprié et bien ficelé permet aussi de couvrir sans problème toutes les charges liées au fonctionnement du programme y compris les revenus du personnel intervenant, comme les mentores et les superviseurs, mais aussi les frais de tenue des ES.



« On devrait rallonger la durée du cycle des sessions odulaires, 28 sessions en 07 mois, c'est beaucoup à assimiler, on pourrait aller à 10 mois.

ONG prestataire, Niger

¹² Pour plus d'informations sur les coûts des ES, voir Sewall-Menon et al., 2012 ; Ebbeler, 2009.

PHASE 3

LE SUIVI, ÉVALUATION ET APPRENTISSAGE (SEA)

Les informateurs se sont prononcés sur les composantes les plus importantes du volet SEA qui portaient essentiellement sur le processus de collecte des données lors des interventions des ES et sur les techniques de suivi mises en place pour mesurer l'efficacité des interventions et du programme, mais aussi des mentores. Par exemple, il en ressort à travers les conversations avec une experte de la Côte d'Ivoire que les cadres des résultats pour les interventions des ES ont été établis à travers des preuves existantes et des recommandations régionales. Les comités de suivi ont été organisés par les communautés pour faire un suivi mais aussi en organisant des visites aux ES. Selon les informateurs, les entretiens individuels et/ou focus-groups avec les acteurs locaux (chef de village, parents) que les superviseurs avaient organisé lors de leurs missions de suivi mensuel était une source de données essentielle. Notons que les structures déconcentrées des différents ministères étaient aussi impliquées dans le suivi des ES communautaires. Au-delà d'avoir permis aux différentes UGP du projet SWEDD de suivre et de nourrir plusieurs aspects du programme, le rapportage mensuel a aussi permis de suivre l'évolution des participantes et de noter l'efficacité du programme et des mentores. Un répondant de la Côte d'Ivoire a rappelé qu'à travers une analyse qualitative faite parmi les participantes, on a pu détecter les AJF qui ont manifesté du progrès et dont les capacités étaient réellement renforcées.

Au Niger, un bon nombre d'outils avait été développé pour guider et documenter les données de suivi, comme décrites dans la boîte. La Mauritanie a mis en place un mécanisme de suivi qui permettait d'avoir des données sur l'assiduité des adolescentes dans les ES et l'impact des connaissances acquises sur leur vie au quotidien.

Exemple d'outils de suivis utilisés par l'ONG de mise en œuvre au Niger

Les fiches de :

- Présence mensuelle aux sessions (fréquence mensuelle)
- Évaluation PRE-TEST des modules I, II, III et IV au début du programme et POST TEST des mêmes modules à la fin de chacun
- Suivi de la planification familiale des filles sexuellement actives (fréquence mensuelle)
- Visite à domicile (fréquence mensuelle)
- Suivi des ACTIFS des filles (fréquence trimestrielle)
- Suivi des plans d'épargne (fréquence trimestrielle)
- Admission des filles au programme (fréquence dès leurs recrutements)
- Réalisation de sessions modulaires, après chaque session (fréquence mensuelle)

Un tableau avec les données sur :

- Présence des filles aux sessions (fréquence mensuelle)
- Récapitulatif des plans d'épargne (fréquence hebdomadaire)
- Récapitulatif des visites à domicile (fréquence : après chaque visite)



© UNFPA/Ollivier Girard

LEÇONS CLÉS APPRISES DANS LE SUIVI, ÉVALUATION, ET APPRENTISSAGE (SEA)



LEÇON #11 : Donner un rôle actif aux AJF dans le suivi y compris à travers des contributions qualitatives.

Des répondants du Côte d'Ivoire ont suggéré d'ajouter un outil de suivi qui mettrait les AJF en action parce que « *les adolescentes et jeunes femmes participantes sont l'un des moyens les plus surs pour évaluer votre programme* » (ONG prestataire, Côte d'Ivoire). Pour engager les AJF, tous les informateurs étaient d'accord sur l'importance d'avoir des mesures quantitatives et qualitatives dans le suivi-évaluation. En Côte d'Ivoire on a suggéré que la collecte qualitative pourrait mettre les avis des participantes en lumière. La recommandation d'impliquer directement les adolescentes dans le suivi, évaluation, et apprentissage est consistante avec l'approche « Engagement et partenariat significatifs des adolescentes et des jeunes. » comme décrite dans la boîte ci-dessous.

Engagement et partenariat significatifs des adolescents et des jeunes signifie un partenariat inclusif, intentionnel et mutuellement respectueux entre les adolescents, les jeunes et les adultes. À travers une approche d'engagement et de partenariat significatifs des adolescents et des jeunes, le pouvoir est partagé, les contributions respectives sont valorisées et les idées, les perspectives, les compétences et les forces des jeunes sont intégrées dans la conception et la mise en œuvre des programmes. Cette approche reconnaît des jeunes comme des expertes en ce qui concerne leurs besoins et se focalise sur le développement de leurs capacités de leadership.

UNFPA-WCARO 2021 ;
fphighimpactpractices.org



LEÇON #12 : Mesurer les changements au niveau communautaire en plus des changements chez les AJF.

En Côte d'Ivoire, on a suggéré l'implication des communautés elles-mêmes pour refléter les changements apportés par le programme. Au Niger, les informateurs ont exprimé leur préférence de mesurer les changements chez les adolescentes au niveau communautaire : « *Il aurait été intéressant de mesurer les changements de mentalité et de comportement au niveau communautaire des effets de la participation des adolescentes aux ES* » (ONG prestataire, Niger).



LEÇON #13 : Utiliser les leçons tirées du SEA tout au long de la mise en œuvre pour éviter les obstacles et pour informer les décisions du programme.

Dans tous les pays, le volet apprentissage n'a pas été intégré dès le départ dans le dispositif de suivi-évaluation. Ceci n'a pas permis de capitaliser l'information de suivi pour remédier aux obstacles, ni de faire des ajustements au fur et à mesure de l'avancée des interventions. Au Niger, par exemple, il faut noter l'absence de collecte de données mesurant les changements de perceptions des communautés vis-à-vis des participantes des ES, mais également l'absence de collecte de données pour évaluer l'évolution de l'apprentissage des AJF participantes. Des pré-tests ont été organisés par l'ONG en charge de la mise en œuvre couvrant différentes cohortes, mais des post-tests n'ont pas pu être réalisés.



Quant au suivi-évaluation, il doit être régulier. On ne doit pas attendre jusqu'à la fin de l'activité pour enclencher un processus de suivi-évaluation. Il va vraiment falloir que le suivi soit régulier.

Experte de l'unité de gestion du projet SWEDD, Mauritanie

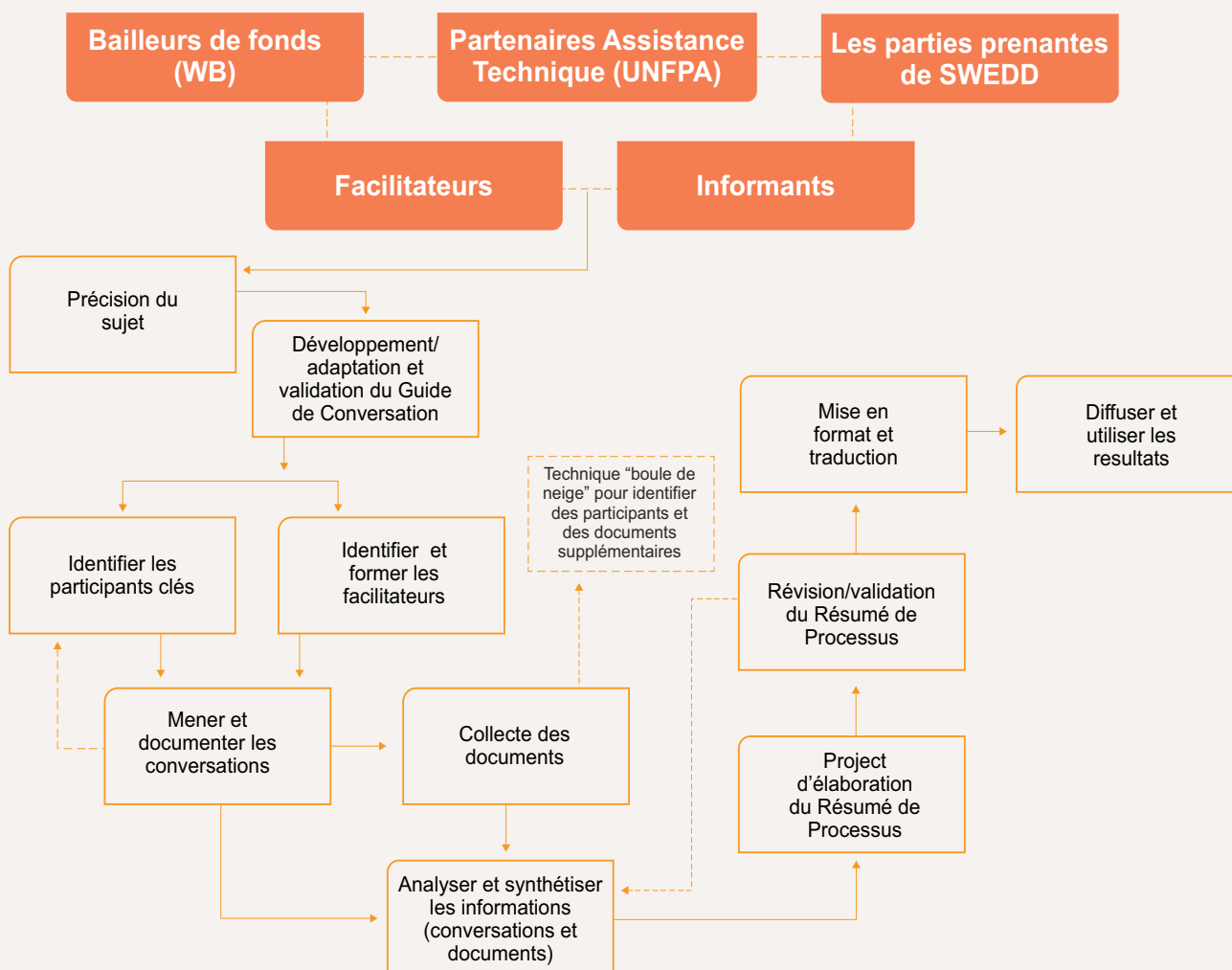


RÉSUMÉ DES LEÇONS CLÉS

Phase 1 : La conception et la planification	1	S'inspirer de l'expérience d'autres projets similaires au SWEDD et apprendre des visites rendues aux pays initiateurs, vu la nouveauté de ce modèle de programme pour certains acteurs majeurs.
	2	L'équipe de planification nationale doit aller régulièrement sur le terrain avant la mise en œuvre afin de connaître le terrain, rencontrer les communautés et développer un environnement favorable pour les ES.
	3	Tout au long du projet et surtout pendant la conceptualisation, impliquer davantage d'acteurs communautaires, notamment les leaders traditionnels et religieux des zones d'intervention.
	4	Sélectionner les zones d'intervention et les bénéficiaires à travers une revue systématique des informations.
	5	Éviter les lourdeurs administratives qui ralentissent la validation des documents de planification ainsi que la mise en œuvre.
Phase 2 : La mise en œuvre des ES	6	Calibrer le nombre d'ES et de mentores sur la taille de la communauté et des bénéficiaires ciblés.
	7	Adapter le planning des activités avec les horaires de disponibilité des bénéficiaires surtout en période champêtres, conformément aux meilleures pratiques mondiales.
	8	Encourager une participation active des AJF à travers la mise en place d'un cadre engageant, et les impliquer dans le choix du lieu de l'ES.
	9	Offrir une variété d'opportunités aux bénéficiaires pour répondre à leurs besoins multiples
	10	Éviter de concevoir un programme à trop faible budget.
Phase 3 : Le Suivi- Évaluation et Apprentissage	11	Donner un rôle actif aux AJF dans le suivi y compris à travers des contributions qualitatives.
	12	Mesurer les changements au niveau communautaire en plus des changements chez les adolescentes et jeunes femmes.
	13	Utiliser les leçons tirées du SEA tout au long de la mise en œuvre pour éviter les obstacles et pour informer les décisions du programme.

ANNEXE 1 : La méthodologie et l'échantillonnage

I. Le processus suivi pour dérouler l'exercice de documentation et collecter les données



II. Les sources de données

1 Les informations ont été recueillies à travers les interviews avec des informateurs clés de trois pays du SWEDD (la Côte d'Ivoire, la Mauritanie, et le Niger) : ces informateurs ne constituent pas un échantillon systématique, mais sont plutôt la représentation d'un « échantillon de commodité et d'expériences plus accessibles à travers ces trois pays ». Ils permettent aussi de tirer parti de la capacité existante du SWEDD.

2 Un document de synthèse d'évaluation a aussi été consulté comme source additionnelle aux informations recueillies auprès des informateurs du Niger, et un rapport du projet ILLIMIN a également été consulté.

III. Les échantillons

L'échantillon des informateurs pays comprend : 1 agent d'un ministère technique d'appui, 3 membres des ONG de mise en œuvre, et 5 membres des unités de gestion des programmes pays.

IV. La méthodologie de collecte des données

Les répondants potentiels ont été identifiés en contactant les coordonnateurs des UGPs. Les coordonnateurs ont fourni une liste de répondants potentiels, sur la base de leur participation à l'activité des ES. Les informateurs ont été contactés directement par les facilitateurs/trices pour l'organisation des conversations. Les conversations ont eu lieu en face à face (ou virtuellement si le face à face n'était pas du tout possible) et ont été enregistrées par les facilitateurs/trices à l'aide d'appareils d'enregistrement personnels.

Les facilitateurs ont utilisé un guide de conversation - développé par le partenaire technique - pendant les conversations avec les informateurs. Ce Guide comprend une série de questions destinées à orienter la conversation. Un Guide de Formation a été créé pour la formation des facilitateurs/trices qui ont été formés à l'utilisation du guide de conversation avant leur première conversation.

V. La méthodologie d'analyse

Un Guide de Synthèse a été créé pour aider les facilitateurs/trices à consolider les notes de toutes leurs conversations avec les informateurs (notes prises directement dans le guide de conversation). Sur la base de chaque guide de synthèse, un résumé global des conversations a été créé par le partenaire technique. Le résumé global a servi de base à la création d'un « outline » pour le Brief Opérationnel. Les notes des guides de conversation ont été utilisées pour compléter chaque section de la note, lorsque cela était nécessaire.

ANNEXE 2 : Tableau des personnes consultées

Informateurs clés	Pays
2 représentant SWEDD et du gouvernement 1 représentant ONG	Côte d'Ivoire
1 représentant Ministère de l'Education Nationale 2 représentant, SWEDD	Mauritanie
2 représentant ONG 1 représentant SWEDD	Niger

Bibliographie

Austrian, K. et Ghati, D. 2010. Conception d'un programme centré sur les filles : Boîte à outils pour l'élaboration, le renforcement et l'expansion de programmes destinés aux adolescentes. New York : Population Council. https://knowledgecommons.popcouncil.org/departments_sbsr-pgy/839/.

Ebeller, Jessica. 2009. Financial Requirements for Global Investments in Priority Health Interventions for Adolescent Girls: Estimated Costs of Scaling-Up Priority Interventions for Adolescent Girls' Health and Policy Recommendations for Improved Tracking of Global Health Expenditures on Adolescent Girls. Web Annex #2 in Temin and Levine "Start with a Girl - A New Agenda for Global Health. A Girls Count Report on Adolescent Girls." Center for Global Development. <https://www.cgdev.org/publication/start-girl-new-agenda-global-health>.

Fall, Babacar et Fall, Abdou Salam (eds), Les espaces sûrs au Niger – De l'ombre à la lumière, la marche des filles et jeunes femmes vers un avenir radieux – Évaluation de l'Initiative pour les adolescentes au Niger – ILILIMIN – Le savoir pour la dignité, Dakar, 2021, Harmattan–Senegal, 252 pages.

FPHIP (Family Planning High Impact Practices). 2022. Engagement et partenariat significatifs des adolescents et des jeunes dans les programmes de santé sexuelle et reproductive : Guide de planification stratégique. https://www.fphighimpactpractices.org/wp-content/uploads/2022/03/Meaningful-Adolescent-and-Youth-Engagement-SPG_FR.pdf

Haberland NA, McCarthy KJ, and Brady M. A Systematic Review of Adolescent Girl Program Implementation in Low- and Middle-Income Countries: Evidence Gaps and Insights. *Journal of Adolescent Health* 63 (2018) 18–31.

Population Council 2021. Le Guide des normes minimales pour des espaces sûrs : la conception, la mise en œuvre, et le suivi, l'évaluation et l'apprentissage. New York : The Population Council. https://knowledgecommons.popcouncil.org/departments_sbsr-pgy/1243/.

Sewall-Menon, Jessica, et al. 2012. "The cost of reaching the most disadvantaged girls: Programmatic evidence from Egypt, Ethiopia, Guatemala, Kenya, South Africa, and Uganda." New York: Population Council. https://knowledgecommons.popcouncil.org/departments_sbsr-pgy/771/.

Temin M and Heck C. 2020. Close to Home: Evidence on the Impact of Community-Based Girls' Groups. *Global Health Science and Practice* 8(2):300-324.

Tofte, Sarah. 2023. Adolescent Empowerment at Scale: Successes and challenges of an evidence-based approach to young women's programming in Africa. BRAC and UNFPA. <https://www.unfpa.org/publications/adolescent-empowerment-scale-successes-and-challenges-evidence-based-approach-young>.

UNFPA-WCARO. 2021. Meaningful Adolescent and Youth Engagement (MAYE) during Responses to Epidemics and Pandemics: A Practical Guide. Dakar: WCARO. https://wcaro.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/web_61046-unfpa-youth-toolkit-guide-en_20210308.pdf

Ce Guide fait partie d'une série qui documente d'une manière rétrospective le processus de mise en œuvre des interventions du projet SWEDD, et décrit les bonnes pratiques, les défis et les leçons apprises. Le projet "Autonomisation des Femmes et Dividende Démographique au Sahel" (SWEDD) a été lancé en novembre 2015 avec le soutien financier de la Banque mondiale, et l'appui technique du Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) et de l'Organisation Ouest-Africaine pour la Santé (OOAS). Le SWEDD vise l'accélération de la transition démographique, le déclenchement du dividende démographique, et la réduction des inégalités du genre au Sahel. La motivation pour cette série est le fait que le SWEDD est devenu un cadre stratégique pour les décideurs politiques, les leaders d'opinion (chefs traditionnels et religieux, et autres leaders communautaires), et la communauté permettant de traiter ensemble des sujets considérés comme sensibles dans la région. C'est pourquoi il a été jugé nécessaire de partager les processus qui ont jalonné le projet. Cela inclut la description des expériences, les leçons apprises et les recommandations. Ces données probantes pourraient enrichir les programmes pour le SWEDD+ et également enrichir d'autres initiatives en matière d'égalité de genre et d'autonomisation des adolescentes et des jeunes femmes.